Burundi : le n°1 de l’Olucome soupçonné dans l'assassinat du n°2

@rib News, 05/04/2014 â€“ Source AFPLe prÃ©sident de l'Observatoire de lutte contre la corruption (Olucome), Gabriel Rufyiri, aurait trempÃ© dans l'assassinat du numÃ©ro 2 de son organisation il y a cinq ans, selon le procureur gÃ©nÃ©ral du Burundi, faisant Ã©tat d'Â«Â Ã©lÃ©ments de preuve Ã chargeÂ Â».Â«Â Le ministÃ¨re public est en train d'exploiter certains Ã© de preuve Ã charge de certaines personnes, dont le prÃ©sident de l'Olucome qui, lui aussi, est citÃ© parmi ceux qui sont mÃªlÃ©s (...) Ã l'assassinatÂ Â» du numÃ©ro 2, Ernest Manirumva, a dÃ©clarÃ© Valentin Bagorikunda, aux journalistes tard vendredi. [Photo : Gabriel Rufyiri tenant la photo d'Ernest Manirumva]
Le prÃ©sident de l'Olucome Â«Â a Ã©tÃ© convoquÃ©, (...), nous avons reÃ§u des informations que nous sommes entrain d'exploiter. Nous pensons que la vÃ©ritÃ© va Ã©clater au grand jourÂ Â», a-t-il poursuivi.Â«Â Quand l'enquÃªte sera clÃ´turÃ©e gens sauront pourquoi et quel est l'intÃ©rÃªt du prÃ©sident de l'Olucome dans cette affaireÂ Â», a insistÃ© le procureur burundais.Il a lancÃ© ces accusations alors qu'un collectif de la sociÃ©tÃ© civile, Â«Â Justice pour Ernest ManirumvaÂ Â», a lancÃ© une semaine d'action contre l'impunitÃ© dans cette affaire, en dÃ©nonÃ§ant notamment l'arrestation puis la condamnation de "boucs Ã©missaires".Â«Â Le ministÃ¨re public dÃ©plore l'attitude de certaines organisations de la sociÃ©tÃ© civile, y compris le responsable de l'Olucome, Ã vouloir dÃ©sorienter la justice en dÃ©signant eux-mÃªmes les coupablesÂ Â», a dÃ©plorÃ© le procureur.En mai 2012, le Tribunal de grande instance de Bujumbura avait condamnÃ© huit Burundais Ã perpÃ©tuitÃ© pour cet assassinat. Des militants des droits de l'Homme avaient dÃ©noncÃ© ce verdit, estimant que les condamnÃ©s avaient payÃ© pour les commanditaires. Six autres personnes, dont trois policiers, avaient Ã©tÃ© condamnÃ©es des peines de 10 et 20 ans de prison, pour complicitÃ© d'assassinat et non assistance Ã personne en danger.Â«Â C'est une nouvelle maniÃ¨re d'intimider le prÃ©sident de l'Olucome, mais (...) nous allons continuer le combat jusqu'Ã ce que les vrais coupables paient ce crime odieuxÂ Â», a rÃ©agi l'un des leaders de la campagne Â«Â Justice pour Ernest ManirumvaÂ Â», Pacifique Nininahazwe.La sociÃ©tÃ© civile a appelÃ© la justice Ã ordonner un complÃ©ment d'enquÃªte sur les recommandations du FBI (bureau fÃ©dÃ©ral d'enquÃªte) amÃ©ricain, associÃ© aux investigations, qui avait demandÃ© de prÃ©lever l'ADN de plusieurs hauts responsables des services de sÃ©curitÃ© du Burundi pour les comparer Ã des Ã©chantillon prÃ©levÃ©s sur la scÃ¨ne du crime. La justice burundaise a refusÃ© jusqu'ici de les entendre.Selon la sociÃ©tÃ© civile, M. Manirumva a Ã©tÃ© assassinÃ© alors qu'il enquÃªtait sur un trafic d'armes impliquant de hauts gradÃ©s de la Police.